

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)  
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.  
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 3 septembre 1936**, rendant applicable sous réserve de modifications, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 créant dans la métropole, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ; à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute ; et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société ; le décret du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires. 506
- Décret du 20 juillet 1936**, portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 29 juin 1936 relatif à la définition d'appellation contrôlée « Champagne ». 511

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 27 août 1936**, abrogeant l'arrêté N° 356 du 25 juin 1931 relatif au recouvrement des amendes et frais de justice. 512
- Arrêté du 3 octobre 1936**, prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo. 513

- Arrêté du 3 octobre 1936**, chargeant la commission des mercuriales d'établir la liste des objets, produits ou matières de consommation de première nécessité. 513
- Arrêté du 3 octobre 1936**, instituant dans le territoire du Togo un comité local de surveillance des prix. 513
- Arrêté du 3 octobre 1936**, rendant obligatoire, la déclaration des stocks des marchandises de première nécessité. 514
- Décision du 8 octobre 1936**, fixant les centres de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires. Session 1936. 514
- Actes divers concernant le personnel européen et indigène.** 514
- Nominations** 514
- Affectations** 515
- Congès — Réquisition de passage** 515
- Punitions disciplinaires** 515
- Agents postaux** 515
- Forces de Police** 516
- Prime aux cafés exportés** 517
- Autorisation recherches minières** 517
- Loterie** 517
- Interdiction de séjour** 517
- Campagne du cacao** 517
- Domaines** 517
- Avis aux navigateurs** 518
- Comité local de surveillance des prix du Togo** 518
- Bulletin météorologique — Climatologie** 519
- État des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de septembre 1936** 521

### PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces** 522

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Création au profit des actionnaires d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital; application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et déchéance du droit de gérer et d'administrer une société; modification de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires.**

*ARRETE N° 363 promulguant au Togo les décrets du 3 septembre 1936 rendant applicable sous réserve de modifications, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 créant dans la métropole, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital; à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés, de la législation de la faillite et de la banqueroute, et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société; le décret du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des Commissaires.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les décrets du 3 septembre 1936 rendant applicable, sous réserve de modifications, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 créant dans la métropole, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital; à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés, de la législation de la faillite et de la banqueroute, et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société; le décret du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires;

## ARRETE :

**ARTICLE UNIQUE.** — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 3 septembre 1936 rendant applicable, sous réserve de modifications, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, le décret du 8 août 1935 créant dans la métropole, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital; à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, le décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés, de la législation de la faillite et de la banqueroute, et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société; le décret du 8 août 1935, modifiant la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, en ce qui concerne la responsa-

bilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires.

Porto-Novo, le 26 septembre 1936.  
BOURGINE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 3 septembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Trois décrets du 8 août 1935 ont prévu les dispositions suivantes en vue de la protection de l'épargne dans la métropole :

1° — Application aux gérants et aux administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et déchéance du droit de gérer et d'administrer une société;

2° — Modification de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et les attributions des Commissaires;

3° — Création au profit des actionnaires d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital.

L'application de ces textes aux colonies ne présenterait que des avantages et les chefs de nos possessions d'outre-mer, consultés sur l'opportunité de cette extension s'y sont déclarés unanimement favorables.

Les trois projets de décret ci-joints ont pour objet la réalisation de cette mesure. Leur rédaction, conforme dans l'ensemble aux dispositions des décrets en vigueur dans la métropole, apporte cependant quelques modifications dans le but d'adapter ces textes à l'organisation judiciaire des colonies.

Il convient de signaler les raisons pour lesquelles le décret qui doit étendre aux colonies le décret du 8 août 1935, portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société, ne doit pas s'appliquer aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Ce règlement édictant des peines criminelles ne peut être rendu applicable aux trois colonies susvisées que par une loi, en vertu des dispositions de l'article 3 du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

Si les trois projets de décret ci-joints ne soulèvent pas d'objection de votre part, nous vous serions reconnaissants de vouloir les revêtir de votre signature.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Marc RUCART.

*Le ministre des colonies,*  
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies;

Vu les articles 6, 7, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, rendue applicable aux colonies existant au moment de sa publication, par décret du 30 décembre 1868 et aux colonies acquises postérieurement, par les actes qui y ont promulgué le code de commerce; ensemble la loi du 22 novembre 1913 qui modifie la précédente, rendue applicable aux colonies par les décrets des 10 mai 1914, 31 juillet 1914 et 31 octobre 1919;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 20 mars 1910 énumérant les formalités auxquelles seront assujetties l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché dans les colonies françaises, d'actions, d'obligations et de titres de quelque nature qu'ils soient, de sociétés françaises ou étrangères;

Vu le décret du 8 août 1935 créant au profit des actionnaires un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital;

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifiant le précédent;

### DECRETE:

**ARTICLE PREMIER.** — Dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, et nonobstant toute disposition contraire des statuts, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable, dans les mêmes conditions que l'action elle-même, pendant la durée de la souscription.

Le délai réservé aux actionnaires pour souscrire à une augmentation de capital, réalisée par émission d'actions de numéraire, ne peut jamais être inférieur à quinze jours.

**ART. 2.** — Ce délai court à dater de l'insertion au journal officiel de la colonie d'un avis faisant connaître aux actionnaires leur droit préférentiel, la date d'ouverture et la date de clôture de la souscription, ainsi que le taux d'émission des actions.

**ART. 3.** — Cet avis doit être inséré dans la notice prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 20 mars 1910 relatif à l'émission, l'exposition, la mise en vente, l'introduction sur le marché, dans les colonies françaises, d'actions, d'obligations ou de titres, toutes les fois que l'émission de l'augmentation de capital donne lieu à la publication d'une pareille notice.

Dans le cas où il n'y a pas lieu de faire cette insertion, la société doit porter par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans les trois jours de l'insertion prévue à l'article 2 ci-dessus, à la connaissance des actionnaires dont les titres sont nominatifs, les renseignements prévus à l'article 2.

**ART. 4.** — Si certains actionnaires n'ont pas souscrit les actions pour lesquelles les dispositions ci-dessus leur donnaient un droit de préférence, les actions ainsi rendues disponibles seront attribuées aux actionnaires qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement à leur part dans le capital et dans la limite de leur demandes.

**ART. 5.** — L'application des dispositions ci-dessus ne peut être écarté que par l'assemblée générale, délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867.

**ART. 6.** — Pareille délibération n'est valable que si les gérants ou le conseil d'administration indiquent, dans un rapport préalable à l'assemblée générale, les motifs de l'augmentation de capital ainsi que les personnes auxquelles seront attribuées les actions nouvelles et le nombre d'actions attribuées à chacune d'elles, le taux d'émission et les bases sur lesquelles il a été déterminé.

**ART. 7.** — Le conseil de surveillance ou les Commissaires doivent indiquer, dans un rapport spécial à l'assemblée, si les bases de calcul indiquées par les

gérants ou le conseil d'administration dans le rapport prévu à l'article 6 du présent décret, leur paraissent exactes et sincères.

**ART. 8.** — La violation des dispositions du présent décret entraîne la nullité de l'augmentation de capital. Les gérants et les membres du conseil de surveillance, les administrateurs et les Commissaires sont solidairement responsables de cette violation.

**ART. 9.** — Toute violation des dispositions contenues aux articles 1<sup>er</sup> à 4 inclus du présent décret est punie d'une amende de 1.000 à 100.000 francs.

**ART. 10.** — Sont punis, en outre, d'un emprisonnement de un à cinq ans ceux qui ont commis cette violation frauduleusement, en vue de priver les actionnaires ou certains d'entre eux d'une part de leurs droits dans le patrimoine de la société.

**ART. 11.** — Sont punis d'une amende de 1.000 à 100.000 francs les gérants, les administrateurs, les membres du conseil de surveillance ou les Commissaires qui, sciemment, ont donné ou confirmé des indications inexacts dans les rapports prévus aux articles qui précèdent.

**ART. 12.** — Par mesure transitoire, la règle édictée par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret ne s'applique pas dans le cas où un droit de préférence aurait été accordé antérieurement à la publication de ce décret dans la colonie, soit par les statuts originaux, de la société, soit par l'assemblée générale, à un ou plusieurs actionnaires, individuellement, à une catégorie spéciale d'actionnaires, à des porteurs de parts bénéficiaires, ou à des porteurs de titres représentant spécialement le droit de préférence.

**ART. 13.** — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires visés à l'article 1<sup>er</sup> et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 septembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Marc RUCART.

*Le ministre des colonies,*

Marius MOUTET.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les actes qui ont rendu applicable dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat susvisés, le code de commerce et le code pénal et les dispositions législatives ou réglementaires qui les ont modifiés ou complétés;

Vu l'article 24 de la loi du 18 mars 1919 et les actes réglementaires pris en vertu de cet article déterminant, dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, les conditions d'application de la loi susvisée et notamment les dispositions de ces textes correspondant à celles des articles 18 et 19 de la loi du 18 mars 1919;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 8 août 1933 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et administrer une société;

### DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, à l'exception de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, l'article 437 du code de commerce est complété par la disposition suivante :

« En cas de faillite d'une société, la faillite pourra être déclarée commune à toute personne qui, sous le couvert de cette société masquant ses agissements, a fait dans son intérêt personnel des actes de commerce et disposé en fait des capitaux sociaux comme des siens propres ».

ART. 2. — En cas de déclaration de faillite d'une société, sont punis des peines prévues par l'alinéa 3 de l'article 402 du code pénal les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, en cette qualité et de mauvaise foi :

1° — Ont consommé de fortes sommes appartenant à la société en faisant soit des opérations de pur hasard, soit des opérations fictives, de bourse ou sur marchandises;

2° — Ou ont fait des achats pour revendre au-dessous du cours dans l'intention de retarder la faillite de la société ou, dans la même intention, se sont livrés à des emprunts, circulation d'effets, ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds;

3° — Ou ont payé ou fait payer un créancier au préjudice de la masse après la cessation des paiements;

4° — Ou ont fait contracter par la société pour le compte d'autrui, sans qu'elle reçoive de valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à sa situation lorsqu'elle les a contractés;

5° — Ou ont commis une des infractions prévues et punies par les articles 18 et 19 du décret du 8 juillet 1927, 19 et 20 du décret du 29 septembre 1928, 19 et 20 du décret du 26 juillet 1928, 20 et 21 du décret du 14 avril 1928, 18 et 19 du décret du 26 juillet 1928, 16 et 17 du décret du 26 juillet 1928, 19 et 20 du décret du 26 juillet 1928, 19 et 20 du décret du 15 septembre 1928, 18 et 19 du décret du 26 juillet 1928, 20 et 21 du décret du 26 juillet 1928, 18 et 19 du décret du 17 février 1930, 18 et 19 du décret du 26 juillet 1928, portant réglementation publique pour déterminer les conditions d'application de la loi du 18 mars 1919 créant un registre du commerce, respectivement dans les colonies de l'Indochine, de Madagascar et dépendances, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Afrique équatoriale française, le territoire sous mandat du Togo, les colonies de la Côte française des Somalis, de la Guyane, de l'Afrique occidentale française, des établissements français de l'Océanie et de l'Inde, le territoire du Cameroun et les îles Saint-Pierre et Miquelon;

6° — Ou n'ont pas fait, dans les quinze jours de la cessation des paiements, la déclaration au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal en tenant lieu exigée par les articles 438 et 439 du code de commerce;

7° — Ou ont tenu ou fait tenir irrégulièrement les livres de la société.

ART. 3. — En cas de déclaration de faillite d'une société, sont punis des peines prévues par l'alinéa 2

de l'article 402 du code pénal les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, frauduleusement, ont soustrait les livres de la société, détourné ou dissimulé une partie de son actif ou, soit dans les écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par le bilan, ont reconnu la société débitrice de sommes qu'elle ne devait pas.

ART. 4. — Sont punis des peines portées à l'alinéa 3 de l'article 402 du code pénal, les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, en vue de soustraire tout ou partie de leur patrimoine aux poursuites de la société faillie ou de ses actionnaires ou de ses créanciers ont, de mauvaise foi, détourné ou dissimulé, tenté de détourner ou tenté de dissimuler une partie de leurs biens, ou se sont frauduleusement reconnus débiteurs de sommes qu'ils ne devaient pas.

ART. 5. — Les déchéances attachées par la loi à la faillite des commerçants sont applicables de plein droit aux personnes condamnées par application des articles 2, 3 et 4 du présent décret.

ART. 6. — Toute condamnation définitive pour crime de droit commun, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie ou pour délit puni par les lois des peines de l'escroquerie ou de la banqueroute, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour émission, de mauvaise foi, de chèques sans provision, pour atteinte au crédit de l'Etat, pour recel des choses obtenues à l'aide de ces infractions, comporte de plein droit interdiction du droit de diriger, administrer, gérer à un titre quelconque une société par actions ou à responsabilité limitée, ou une agence ou succursale de société par actions ou à responsabilité limitée; ou d'exercer les fonctions de membre du conseil de surveillance ou de commissaire dans ces sociétés, ou d'engager la signature sociale de ces sociétés.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus entraînera la même incapacité.

La même interdiction est encourue par les faillis non réhabilités.

ART. 7. — En cas de condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour une infraction constituant, d'après la loi française, un des crimes ou des délits spécifiés à l'article 6 du présent décret, le tribunal correctionnel du domicile de l'individu dont il s'agit déclare, à la requête du ministère public, après vérification de la régularité et de la légalité de la condamnation, l'intéressé dûment appelé en la chambre du conseil, qu'il y a lieu à l'application de la susdite interdiction.

Elle s'applique aux faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée par une juridiction étrangère quand le jugement déclaratif a été déclaré exécutoire en France. La demande d'exequatur peut être, à cette fin seulement, formée devant le tribunal civil du domicile du failli par le ministère public.

ART. 8. — Quiconque contrevient à l'interdiction prononcée par les articles 6 et 7 du présent décret sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende de 1.000 frs. au moins et de 10.000 frs. au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 9. — Quiconque aura été condamné par application de l'article 8 du présent décret ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, par la société où il aura exercé les fonctions prohibées.

En cas d'infraction à cette interdiction, le délinquant et son employeur seront punis des peines portées à l'article 8.

ART. 10. — Lorsqu'une société anonyme ou à responsabilité limitée est mise en faillite, les administrateurs et les gérants peuvent être frappés par le tribunal de commerce ou le tribunal en tenant lieu de la déchéance du droit d'administrer ou de gérer toute société si des fautes lourdes sont relevées à leur charge.

ART. 11. — Dès qu'il a eu connaissance de ces fautes, le syndic doit adresser un rapport au juge commissaire qui dénonce les faits au président du tribunal de commerce ou du tribunal en tenant lieu; celui-ci en informe le procureur de la République et saisit, s'il y a lieu, le tribunal qui, dans ce cas, convoque, par lettres recommandées envoyées par le greffier huit jours au moins à l'avance, les intéressés et le syndic à comparaître devant lui.

ART. 12. — Les parties doivent comparaître en personne; toutefois, en cas d'empêchement dûment justifié, elles pourront se faire représenter dans les conditions fixées par la réglementation locale.

Le tribunal statuant en audience publique, et les parties ou leur représentant dûment entendu, peut prononcer immédiatement la déchéance prévue à l'article 10 de la présente loi ou surseoir à statuer.

ART. 13. — Les jugements prononçant la déchéance visée à l'article 10 sont, par les soins du syndic, insérés par extraits dans les journaux tant du lieu où la faillite de la société a été déclarée que du lieu du domicile de chacune des personnes contre lesquelles cette mesure a été ordonnée.

ART. 14. — Les personnes contre lesquelles a été prononcée la déchéance visée à l'article 10 peuvent se pourvoir par les voies de recours établies par le code de commerce, contre les jugements rendus en matière de faillite.

ART. 15. — Si le tribunal appelé à statuer a décidé n'y avoir lieu à l'application de la déchéance prévue à l'article 10, le greffier adresse dans les trois jours un extrait du jugement au chef du ministère public près la juridiction d'appel dont relève ce tribunal, qui peut interjeter appel de cette décision dans la quinzaine du jugement.

L'appel du ministère public est formé par assignation aux intéressés.

Sur la réquisition du ministère public près la cour d'appel, le greffier du tribunal de commerce doit transmettre dans la huitaine le dossier de l'affaire au greffier de la juridiction d'appel dont il relève.

Les intéressés pourront se présenter en personne ou se faire représenter dans les conditions fixées par la réglementation locale.

ART. 16. — L'article 461 du code de commerce est applicable aux frais entraînés par la procédure établie par la présente loi, à l'exclusion des frais sur l'appel du ministère public par application de l'article 15 ci-dessus, lesquels seront réglés comme les frais exposés par le ministère public en matière criminelle.

Les émoluments dus aux greffiers sont réglés comme en matière de faillite.

ART. 17. — Est puni des peines prévues à l'article 8 du présent décret quiconque a géré ou administré

une société nonobstant la déchéance prononcée par application de l'article 10.

ART. 18. — Toute personne contre laquelle la déchéance prévue par l'article 10 du présent décret a été prononcée peut, à l'expiration d'un délai de cinq ans, demander à la juridiction qui l'a ordonnée le retrait de cette mesure.

ART. 19. — Les décisions portant déchéance du droit de gérer ou d'administrer toute société, prononcées en application de l'article 10 du présent décret, figurent au casier judiciaire de l'intéressé et sont portées sur les bulletins nos 2 et 3.

Il est fait mention sur le bulletin no 1, de la décision de retrait de la déchéance prononcée en vertu de l'article 18. Cette mention doit être reproduite sur le bulletin no 2.

La déchéance cesse de figurer au bulletin no 3 après retrait prononcé en vertu dudit article.

ART. 20. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux administrateurs et gérants de sociétés en fonction au moment de la publication dans la colonie.

ART. 21. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies visées à l'article 1er, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 septembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

Marc RUCART.

*Le ministre des colonies,*  
Marius MOUTET.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 24 juillet 1867 rendue applicable aux colonies existant lors de sa publication par décret du 30 décembre 1868 et aux colonies acquises postérieurement par les actes qui ont promulgué le code de commerce;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 8 août 1935 modifiant dans la métropole la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont punis des peines portées par l'article 405 du code pénal, sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

« 1<sup>o</sup> — Ceux qui, dans la déclaration notariée visée à l'article 1er de la présente loi, ont affirmé sincères et véritables des souscriptions qu'ils savaient fictives ou ont déclaré de mauvaise foi que des fonds qui n'ont pas été mis définitivement à la disposition de la société ont été effectivement versés;



« 2° — Ceux qui, par simulation de souscriptions ou de versements, ou par publications faites de mauvaise foi, de souscriptions ou de versements qui n'existent pas, ou de tous autres faits faux, ont obtenue ou tenté d'obtenir des souscriptions ou des versements;

« 3° — Ceux qui, pour provoquer des souscriptions ou des versements, ont de mauvaise foi, publié les noms de personnes désignées contrairement à la vérité comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque;

« 4° — Les gérants qui, en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs;

« 5° — Les gérants qui, même en l'absence de toute distribution de dividendes, ont sciemment publié ou présenté aux actionnaires un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société;

« 6° — Les gérants qui, de mauvaise foi, ont fait des biens ou du crédit de la société un usage qu'ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci dans un but personnel ou pour favoriser une autre société dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement;

« 7° — Les gérants qui, de mauvaise foi, ont fait des pouvoirs qu'ils possédaient ou des voix dont ils disposaient en cette qualité un usage qu'ils savaient contraire aux intérêts de la société, dans un but personnel ou pour favoriser une société dans laquelle ils étaient intéressés d'une manière quelconque.

« Les membres du conseil de surveillance ne sont pas civilement responsables des délits commis par les gérants, sauf si, en ayant eu connaissance ils ne les ont pas révélées dans leur rapport à l'assemblée générale ».

ART. 2. — L'article 45 de la loi du 24 juillet 1867 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions des articles 13, 14, 15 et 16 de la présente loi sont applicables en matière de sociétés anonymes, sans distinction entre celles qui sont actuellement existantes et celles qui se constitueront sous l'empire de la présente loi. Les dispositions desdits articles visant les gérants de sociétés en commandite par actions sont applicables aux administrateurs des sociétés anonymes.

« Sont également applicables en matière de sociétés anonymes, les dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 10 ».

ART. 3. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867 :

« Ne peuvent être chargés à titre de commissaire d'apprécier la valeur de l'apport ou la cause des avantages stipulés :

« 1° — Les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou le conjoint :

« a) Des apporteurs;

« b) Ou des fondateurs, lors de la constitution de la société;

« c) Ou des gérants, lors des augmentations de capital;

« 2° — Les personnes recevant sous une forme quelconque à raison de fonctions autres que celles de commissaire un salaire ou une rémunération :

« a) Des apporteurs;

« b) Ou lors de la constitution de la société des fondateurs ou d'une société souscrivant 10 p. 100 du capital de la société;

« c) Ou lors de l'augmentation de capital, des gérants ou de la société elle-même, ou de toute entreprise possédant le dixième du capital de la société ou dont la société possède le dixième du capital;

« 3° — Les personnes à qui l'exercice de la fonction de gérant ou d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction;

« 4° — Le conjoint des personnes susvisées.

« Si l'une des causes d'incompatibilité ci-dessus indiquées survient au cours du mandat, l'intéressé doit cesser immédiatement d'exercer ses fonctions et en informer les fondateurs ou les gérants suivant les cas au plus tard quinze jours après la survenance de cette incompatibilité.

« Est puni d'une amende de 1.000 à 20.000 francs quiconque a sciemment accepté ou conservé les fonctions de commissaire contrairement aux dispositions du présent article.

« Les délibérations prises par l'assemblée des actionnaires sur le rapport d'un commissaire nommé ou demeuré en fonctions contrairement aux dispositions du présent article ne peuvent pas être annulées du chef de la violation de ces dispositions ».

ART. 4. — Les articles 32 et 34 inclus de la loi du 24 juillet 1867 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 32. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne un ou plusieurs commissaires qui ont le mandat de vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans ainsi que l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration.

Ils peuvent, à toute époque de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns.

Ils peuvent toujours convoquer l'assemblée générale des actionnaires en cas d'urgence.

A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée générale, ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou de plusieurs des commissaires nommés, il est procédé à leur nomination ou à leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de commerce, ou du tribunal en tenant lieu du siège de la société, à la requête de tout intéressé, les administrateurs dûment appelés.

Le commissaire nommé par l'assemblée en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps qui reste à courir du mandat de son prédécesseur.

Art. 33. — Ne peuvent être choisis comme commissaires :

1° — Les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ou le conjoint des administrateurs ou des apporteurs;

2° — Les personnes recevant sous une forme quelconque à raison de fonctions autres que celles de commissaire, un salaire ou une rémunération des administrateurs ou de la société ou de toute entreprise possédant le dixième du capital de la société, ou dont la société possède au moins le dixième du capital;

3° — Les personnes à qui l'exercice de la fonction de gérant ou d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction;

4° — Le conjoint des personnes ci-dessus visées.

Si l'une des causes d'incompatibilité indiquées survient au cours du mandat, l'intéressé doit cesser immédiatement d'exercer ses fonctions et en informer le conseil d'administration au plus tard quinze jours après la survenance de cette incompatibilité.

Dans les sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique, l'un des commissaires au moins doit être choisi sur une liste établie par une commission

siégeant au chef-lieu de la colonie ou au siège de la cour d'appel ou de la juridiction d'appel dans le ressort de laquelle se trouve le siège social.

Cette commission est composée de quatre membres :

1<sup>o</sup> — Un président ou un conseiller à la cour d'appel ; à défaut, le président du tribunal supérieur d'appel ou un juge près ce tribunal qui préside avec voix prépondérante. Dans les colonies où il n'existe pas de juridiction d'appel, la commission sera présidée par le président d'un tribunal de première instance ou à défaut par un juge de paix à compétence étendue ;

2<sup>o</sup> — Deux magistrats appartenant l'un à un tribunal de première instance du ressort ou de la colonie, l'autre à un tribunal de commerce. S'il n'existe pas de tribunal de commerce, deux magistrats des tribunaux de première instance du ressort ou de la colonie ou à défaut deux juges de paix à compétence étendue ou ordinaire ; à défaut de magistrats de l'ordre judiciaire un fonctionnaire et un président ou membre de chambre de commerce.

Ces trois membres prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus sont désignés par le chef de la colonie sur la proposition du chef du service judiciaire ;

3<sup>o</sup> — Le fonctionnaire remplissant les fonctions de directeur ou de chef du service de l'enregistrement dans la colonie.

Dans les colonies ou groupe de colonies où il existe plusieurs cours ou juridictions d'appel, il sera institué une commission auprès de chaque cour ou juridiction d'appel.

Si l'assemblée des actionnaires d'une société faisant appel à l'épargne publique n'a désigné aucun commissaire choisi sur cette liste, tout actionnaire peut demander au président du tribunal de commerce ou du tribunal en tenant lieu statuant en référé, les représentants de la société dûment appelés, de nommer un commissaire pris sur ladite liste. Ce Commissaire aura tous les pouvoirs d'un commissaire nommé par l'assemblée. La durée de son mandat sera de trois années.

La procédure à suivre par les commissions pour établir cette liste sera déterminée par arrêté des gouverneurs généraux, gouverneurs ou commissaires de la République en conseil de gouvernement ou en conseil d'administration. Le même arrêté fixera les conditions disciplinaires auxquelles seront assujettis les commissaires ainsi recrutés.

Les commissaires inscrits sur la liste établie par la commission prévue ci-dessus ne peuvent exercer les fonctions d'administrateur de société.

Les commissaires ne peuvent pas devenir administrateurs des sociétés qu'ils contrôlent moins de cinq années après l'expiration de leur mandat. Sont assimilées à la société contrôlées, pour l'application de la présente disposition :

1<sup>o</sup> — Celles dans lesquelles ladite société possède un dixième au moins du capital au moment de la cessation des fonctions du commissaire.

2<sup>o</sup> — Celles qui possèdent un dixième au moins du capital de ladite société au moment de la cessation des fonctions du commissaire.

Est passible d'une amende de 1.000 à 20.000 francs toute violation des dispositions des alinéas 1, 2, 8 et 9 du présent article.

Les délibérations prises par l'assemblée des actionnaires sur le rapport d'un commissaire nommé ou demeuré en fonctions contrairement aux dispositions du présent article ne peuvent pas être annulées du chef de la violation de ces dispositions.

Art. 34. — A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration établit un inventaire, un compte

de profits et pertes et un bilan. Il établit, en outre, un rapport aux actionnaires sur la marche de la société pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être mis à la disposition des commissaires, quarante jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Les commissaires établissent un rapport dans lequel ils rendent compte à l'assemblée générale de l'exécution du mandat qu'elle leur a confié et doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils auraient relevées. Il font, en outre, un rapport spécial sur les opérations prévues à l'article 40 de la présente loi.

La délibération de l'assemblée contenant approbation du bilan et des comptes est nulle si elle n'a pas été précédée du ou des rapports des commissaires, conformes aux dispositions ci-dessus.

Est puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 20.000 frs., ou de l'une de ces deux peines seulement, tout commissaire qui a sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation de la société, ou qui n'a pas révélé au procureur de la République les faits délictueux dont il a eu connaissance.

L'article 378 du code pénal est applicable aux commissaires.

ART. 5. — Les dispositions des articles 3 et 4 du présent décret sont applicables dès le premier exercice, qui s'ouvrira trois mois après la publication de ce décret au journal officiel de la colonie aux sociétés par actions actuellement existantes et placées sous le régime de la loi du 24 juillet 1867.

Toutefois, celles des dispositions de l'article 4 qui sont relatives aux sociétés faisant appel à l'épargne publique sont applicables seulement au premier exercice social qui s'ouvrira six mois après la publication au journal officiel de la colonie du présent décret.

ART. 6. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies et territoires visés à l'article 1<sup>er</sup> et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 septembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Marc RUCART.

Le ministre des colonies,  
Marius MOUTET.

#### Définition d'appellation contrôlée « Champagne »

ARRETE No 364 promulguant au Togo le décret du 20 juillet 1936 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 29 juin 1936 relatif à la définition d'appellation contrôlée « champagne ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;  
Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 20 juillet 1936 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 29 juin 1936 relatif à la définition d'appellation contrôlée « champagne » ;

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 20 juillet 1936 portant application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 29 juin 1936 relatif à la définition d'appellation contrôlée « champagne ».

Porto-Novo, le 26 septembre 1936.

BOURGINE.

### RAPPORT

*Au Président de la République Française,*

Paris, le 27 juin 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de proposer à votre haute approbation un décret concernant la définition de l'appellation contrôlée « champagne ».

Le comité national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie, dans sa réunion du 7 mai 1936, s'est basé sur les prescriptions des lois et règlements en vigueur pour définir les caractères que doivent présenter les vins ayant droit à l'appellation contrôlée « champagne ».

Le projet de décret présenté à votre signature se borne à consacrer sur ce point les avis du comité national et à édicter les règles nécessaires pour empêcher dans le commerce l'abus de l'appellation contrôlée dont il s'agit.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

*Le ministre de l'agriculture,*  
Georges MONNET.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes ;  
Vu les décrets du 17 décembre 1908 et du 7 juin 1911, modifiés par les lois du 6 mai 1919 et du 22 juillet 1927 ;

Vu les articles 20 et suivants du décret-loi du 30 juillet 1935 sur la défense du marché des vins et le régime économique de l'alcool ;

Vu le décret du 18 septembre 1935 fixant la composition du comité national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie ;

Vu le décret-loi du 28 septembre 1935 ;

Vu les deux décrets du 27 novembre 1935, le premier portant modification de l'article 3 du décret du 18 septembre 1935 sur la constitution du comité national des appellations d'origine, le second nommant plusieurs nouveaux membres dans le comité national des appellations d'origine ;

Vu le décret du 20 décembre 1935 ;

Vu le décret du 11 mars 1936 ;

Vu la délibération du comité national des appellations d'origine en date du 7 mai 1936 ;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture ;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Seuls ont droit à l'appellation contrôlée « champagne » les vins produits sur les territoires délimités par l'article 5 de la loi du 22 juillet 1927 abrogeant et remplaçant l'article 17 de la loi du 6 mai 1919, et répondant à toutes les prescriptions édictées par les lois, décrets et règlements

concernant le vin de « champagne », et spécialement à celles prévues par le décret du 28 septembre 1935.

ART. 2. — Dans un délai d'un an, la commission spéciale de la champagne, instituée par le décret-loi du 28 septembre 1935, devra présenter au comité national des appellations d'origine un projet de réglementation de la taille des vignes produisant le vin à appellation contrôlée « champagne ».

ART. 3. — La délimitation communale prévue à l'article 18 de la loi du 22 juillet 1927 devra être terminée dans un délai de deux ans sous peine, passé ce délai, d'entraîner la perte de l'appellation contrôlée « champagne » pour les communes où elle ne serait pas achevée.

ART. 4. — Les vins ayant seuls droit, aux termes du présent décret, à l'appellation contrôlée « champagne » ne pourront être déclarés, après la récolte, offerts au public, expédiés, mis en vente ou vendus sans que dans la déclaration de récolte, dans les annonces, sur les prospectus, étiquettes, récipients quelconques, l'appellation d'origine susvisée soit accompagnée de la mention « appellation contrôlée », en caractères très apparents.

ART. 5. — L'emploi de toute indication ou de tout signe susceptible de faire croire à l'acheteur qu'un vin a droit à l'appellation contrôlée « champagne », alors qu'il ne répond pas à toutes les conditions fixées par le présent décret, sera poursuivi conformément à la législation générale sur les fraudes et sur la protection des appellations d'origine (article 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, article 8 de la loi du 6 mai 1919, article 13 du décret du 19 août 1921), sans préjudice des sanctions d'ordre fiscal, s'il y a lieu.

ART. 6. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'agriculture,*  
Georges MONNET.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Amendes et frais de justice

ARRETE No 324 abrogeant l'arrêté 356 du 25 juin 1931 relatif au recouvrement des amendes et frais de justice.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu l'arrêté du 8 avril 1931, rendant applicable au Togo les dispositions de l'arrêté du 30 janvier 1931 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française portant règlement des frais de justice ; ensemble l'arrêté 356 du 25 juin 1931 ;

Après avis du chef du service de l'enregistrement, du trésorier-payeur du Territoire et de l'administrateur supérieur du Togo ;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté no 356 du 25 juin 1931 susvisé relatif au recouvrement des amendes et frais de justice.



ART. 2. — Le recouvrement des amendes et frais de justice est poursuivi et opéré par le service du trésor dans les conditions prévues à l'arrêté susvisé du 30 janvier 1931 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, rendu applicable au territoire du Togo par arrêté du 8 avril 1931.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1937.

Porto-Novo, le 27 août 1936.  
BOURGÈNE.

#### Sorties d'or

ARRETE N° 367 prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le radiogramme circulaire ministériel 17 du 30 septembre 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée à titre provisoire, la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit ou de transbordement de l'or brut en masses, lingots, barres, poudre, objets détruits et des monnaies d'or.

ART. 2. — Des dérogations aux prohibitions édictées par l'article premier du présent arrêté pourront être accordées après autorisations du ministre des colonies.

ART. 3. — Le chef du bureau principal des douanes de Lomé et les administrateurs commandant de cercle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 octobre 1936.  
BOURGÈNE.

#### Commission des mercuriales

ARRETE N° 372 chargeant la commission des mercuriales d'établir la liste des objets, produits ou matières de consommation de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal promulguée au Togo par arrêté du 15 mars 1927;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 instituant à Lomé une commission des mercuriales;

Vu les instructions ministérielles transmises par circulaire n° 16 du 30 septembre 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission des mercuriales instituée à Lomé par l'arrêté du 3 juillet 1935 susvisé est chargée d'établir la liste de tous les objets, produits ou matières de première nécessité.

ART. 2. — La commission se réunira d'urgence sur la convocation de son Président.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 octobre 1936.  
BOURGÈNE.

#### Comité local de surveillance des prix

ARRETE N° 373 instituant dans le territoire du Togo un comité local de surveillance des prix.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal, promulguée au Togo par arrêté du 15 mars 1927;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1935 instituant une commission des mercuriales à Lomé;

Vu les instructions ministérielles transmises par la circulaire n° 16 du 30 septembre 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France un comité qui prend le nom de « comité local de surveillance des prix ».

ART. 2. — Ce comité est composé ainsi qu'il suit :  
M.M. L'administrateur supérieur *Président*

L'inspecteur des affaires administratives,

L'administrateur-maire de Lomé,

Le chef du bureau des contributions directes,

Le receveur de l'enregistrement,

Le chef du bureau principal des douanes de Lomé représentant le chef du service des douanes,

Le chef du service de la police et de la sûreté,

Le chef de la première circonscription agricole représentant le chef du service de l'agriculture,

Le président de la chambre de commerce du Togo,

Deux représentants des maisons de commerce désignés par l'administrateur supérieur,

Deux planteurs notables désignés par l'administrateur supérieur,

Deux représentants des consommateurs désignés par l'administrateur supérieur,

Un fonctionnaire désigné par l'administrateur supérieur remplira les fonctions de secrétaire du comité.

ART. 3. — Ce comité se réunira à intervalles fixés par le Commissaire de la République et au moins tous les 15 jours.

ART. 4. — Le comité fixera le tableau des prix de denrées essentielles à la vie, y compris le coton, à la date du vendredi 2 octobre 1936, d'après la liste arrêtée par la commission ordinaire des mercuriales instituée par l'arrêté susvisé du 3 juillet 1935.

Le comité tiendra compte des prix d'achat payés directement au producteur, tels qu'ils résultent des documents recueillis par lui et notamment des cours pratiqués sur les divers marchés qui approvisionnent le Territoire; des frais de transport, des frais géné-

raux, des qualités mises en vente et le cas échéant, du lieu où la vente est effectuée.

ART. 5. — Le comité assure avec le concours de l'autorité locale la surveillance des prix pratiqués dans le Territoire.

Si des commerçants vendent ou mettent en vente les produits visés à l'article 4 à des prix non justifiés, le Commissaire de la République les convoque devant le comité afin d'entendre leurs explications; le comité peut leur adresser un avertissement dont copie sera envoyée au Procureur de la République. En cas de récidive procès-verbal sera dressé pour être transmis au parquet.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, inséré et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 octobre 1936.

BOURGINE.

#### Déclaration des stocks des marchandises de première nécessité

ARRETE N° 374 rendant obligatoire la déclaration des stocks des marchandises de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 3 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du code pénal promulguée au Togo par arrêté du 15 mars 1927;

Vu les instructions ministérielles transmises par circulaire n° 16 du 30 septembre 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est obligatoire dans les trois jours à compter de la publication du présent arrêté la déclaration des stocks des marchandises de première nécessité sur place et en route d'après la liste établie par la commission des mercuriales réunie en exécution de l'arrêté n° 372 du 3 octobre 1936.

ART. 2. — Ces déclarations seront adressées sans délai à l'administrateur-maire de Lomé, aux administrateurs commandants de cercle et de subdivision qui les adresseront immédiatement à l'administrateur supérieur.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 3 octobre 1936.

BOURGINE.

#### Certificat d'études

DECISION N° 383 fixant les centres de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires — Session 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 22 du 17 janvier 1936 portant réglementation de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires;

Vu la décision n° 9 du 6 janvier 1936 fixant les dates des examens et concours en 1936;

Vu le registre d'inscription des candidatures;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves écrites de l'examen du certificat d'études primaires élémentaires pour la session 1936 auront lieu dans les centres ci-après désignés :

1° — *Lomé* : — A l'école régionale pour les candidats du cercle du sud, la subdivision d'Anécho excepté.

2° — *Anécho* : — A l'école d'Anécho pour les candidats de la subdivision d'Anécho.

3° — *Atakpamé* : — A l'école d'Atakpamé pour les candidats du cercle du centre, la subdivision de Palimé excepté.

4° — *Palimé* : — A l'école de Palimé pour les candidats de la subdivision de Palimé.

5° — *Sokodé* : — A l'école régionale pour les candidats du cercle du nord, la subdivision de Mango excepté.

6° — *Mango* : — A l'école de Mango pour les candidats de la subdivision de Mango.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 octobre 1936.

BOURGINE.

#### NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

##### PERSONNEL EUROPÉEN

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Billeteur

Par décision du :

23 septembre 1936. — M. WALLON, comptable principal des travaux publics, est nommé billeteur du service des travaux publics du Togo, en remplacement de M. PLANCO, agent comptable du chemin de fer, rapatriable.

M. WALLON aura droit en qualité de billeteur, à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

##### Nominations

Par décisions du :

24 septembre 1936. — M. DARNOIS, adjoint de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, est nommé cumulativement avec ses fonctions, comptable-matières, surveillant-chef de la prison, commissaire de police et secrétaire-trésorier de la société de prévoyance de Sokodé (cercle du nord).

M. GAUDONVILLE Charles, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo, est nommé cumulativement avec ses fonctions, comptable-matières, surveillant-chef de la prison et secrétaire-comptable de la société de prévoyance, de la subdivision de Mango (cercle du nord).

M. FRÉAU Max, adoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils du Togo, commis-greffier p. i. du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé, est désigné comme billeteur pour assurer le paiement de la solde du personnel européen et indigène du dit tribunal, en remplacement de M. DURANT SAINT-OMER, affecté à Bobo-Dioulasso (Côte d'Ivoire).

## PERSONNEL INDIGÈNE

### Révocation

Par décision du :

26 septembre 1936. — Le garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe SABO SOUMAHOUÉ, est révoqué de ses fonctions pour abandon de poste, mauvaise manière de servir et ivresse, pour compter du 20 septembre 1936.

### Punition disciplinaire

Par décision du :

28 septembre 1936. — Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée au moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe de l'agriculture D'ALMEIDA Michel, en service à la 2<sup>e</sup> circonscription agricole (cercle du centre), pour négligence répétées dans son service.

### Permissions

Par décisions des :

1<sup>er</sup> octobre 1936. — Une permission de 8 jours avec solde, du 1<sup>er</sup> au 8 octobre 1936 inclus, est accordée à la sage-femme auxiliaire Hanny BOEHM, en service à Lomé, pour se rendre à Palimé.

2 octobre 1936. — Une permission de 6 jours avec solde, du 17 au 22 octobre 1936 inclus, est accordée à l'infirmier de 3<sup>e</sup> classe AFANOU Louis, en service à la polyclinique de Lomé, pour se rendre à Athiémé (Dahomey).

### Agent postal de Pagala

Par décision du :

3 septembre 1936. — Est désigné pour remplir les fonctions d'agent postal à Pagala, le facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe Jacob AGBODJAN, en remplacement du facteur auxiliaire Hugo FUMEY.

### Agent postal

Par décision du :

5 octobre 1936. — Est rapporté, en ce qui concerne, le receveur de 6<sup>e</sup> classe CADASSOU Norbert, la décision n° 119 du 26 septembre 1935 portant nomination d'agent des postes.

Est désigné pour remplir les fonctions d'agent des postes à Blita, le facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe DEDRY Vincent.

Est rapporté, en ce qui concerne le facteur auxiliaire SEGBEGEE Ambroise, la décision n° 119 du 26 septembre 1935 portant nomination d'agents des postes.

Est désigné pour remplir les fonctions d'agent des postes à Agbelouvé, le facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> classe Jean ADOVI.

### Congés

Par décision du :

24 septembre 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 octobre 1936 inclus au commis de 7<sup>e</sup> classe des P. T. T. ZUPITZER Emile, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 au 31 octobre 1936 inclus au facteur de 5<sup>e</sup> classe des P. T. T. EKLOUÏ Bernard, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

90 jours, du 1<sup>er</sup> octobre au 29 décembre 1936 inclus au mécanicien-conducteur de 3<sup>e</sup> classe SEWAVI Nicolas, en service au cercle du sud, pour en jouir au Territoire.

60 jours, du 12 octobre au 10 décembre 1936 inclus au commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe BRENNER Carl Marcellin, en service au bureau des finances, pour en jouir à Atakpamé.

Il aura droit au transport gratuit de Lomé à Atakpamé et retour.

30 jours, du 2 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1936 inclus au commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe MOÏSE MESSAH, en service au bureau du matériel, pour en jouir à Atakpamé.

### Permission

Par décision du :

25 septembre 1936. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 26 septembre au 10 octobre 1936 inclus est accordée à la monitrice auxiliaire AMAH Rose, en service à l'école urbaine d'Anécho, pour en jouir au Territoire.

### Mutations

Par décision du :

26 septembre 1936. — Le commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe MESSAN Laurent, précédemment en service au bureau des finances, est mis à la disposition du chef de la subdivision de Palimé, en remplacement du commis auxiliaire LOKO Albert, affecté au bureau des finances à Lomé.

Sont prononcées dans le personnel indigène des P. T. T. les mutations suivantes :

KOFFI Jacques, commis de 4<sup>e</sup> classe, gérant du bureau de Bassari est affecté à Lomé, en remplacement numérique du surnuméraire auxiliaire BOCCOVI Jean, qui reçoit une autre affectation.

Le commis de 7<sup>e</sup> classe JOHNSON Robert, en service au bureau d'Atakpamé est nommé gérant du bureau de Bassari.

BOCCOVI Jean, surnuméraire auxiliaire du bureau de Lomé est affecté à Atakpamé, en remplacement de JOHNSON Robert.

### Congé de maternité

Par décision du :

3 octobre 1936. — Un congé de maternité de deux mois, avec solde de présence, valable un mois avant l'accouchement et un mois après l'accouchement est accordé à la monitrice de 3<sup>e</sup> classe de l'enseignement JOHNSON Léontine, en service au secteur scolaire de Lomé, pour en jouir au Territoire.

**Congés**

Par décision du :

3 octobre 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 16 octobre au 14 novembre 1936 inclus, au commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe AKPALO John, en service à Lomé, pour en jouir au Togo.

30 jours, du 19 décembre au 17 janvier 1937 inclus, au facteur enregistreur de 3<sup>e</sup> classe AJAYON René, en service à Agou, pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 10 octobre au 8 novembre 1936 inclus, au chef de train de 6<sup>e</sup> classe DJADOO Joseph, en service à Atakpamé, pour en jouir au Togo.

15 jours, du 8 au 22 octobre 1936 inclus, au chef de train de 8<sup>e</sup> classe FOLIKOU Robert, en service à Bohicon (Dahomey), pour en jouir au Togo.

60 jours, du 1<sup>er</sup> novembre au 30 décembre 1936 inclus, au maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe ADOE Herbert, en service à Lomé, pour en jouir au Togo.

30 jours, du 10 octobre au 8 novembre 1936 inclus, à l'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe Thomas Rambert, en service à Lomé pour en jouir au Dahomey.

60 jours, du 10 octobre au 8 décembre 1936 inclus, au chef d'équipe de 7<sup>e</sup> classe APEROGBO Ferdinand, en service à Lomé, pour en jouir au Togo.

30 jours, du 6 octobre au 4 novembre 1936 inclus, au canotier de 1<sup>re</sup> classe KOSSOKO AMÉGANSHIE, en service à Lomé, pour en jouir au Togo.

4 jours, du 5 au 8 octobre 1936 inclus, au facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe FEBON Thomas, en service à Cotonou (Dahomey), pour en jouir à Anécho (Togo).

**Admission cadre supérieur de l'enseignement**

Par arrêté du :

3 octobre 1936. — M. AQUEREBURU Samuel, instituteur auxiliaire (2<sup>e</sup> échelon) du cadre secondaire de l'A. O. F. pourvu des diplômes suivants : Baccalauréat de l'enseignement secondaire (philosophie) brevet supérieur C. A. P., est admis en qualité d'instituteur stagiaire (solde 10.500 frs) dans le cadre supérieur de l'enseignement du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1936.

**Nomination des gardes-frontières**

Par arrêté du :

3 octobre 1936. — Sont agréés dans le cadre des gardes-frontières en qualité des gardes-frontières stagiaires les nommés QUENUM Barthélémy Faustin, ABALO Joseph, TOMETY William, ETEH Benoît et ECOUE Ezéchiél et mis à la disposition du chef du service des douanes.

**FORCES DE POLICE****1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Engagements**

Par arrêté du :

26 septembre 1936. — Sont engagés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1936, après stages de 1 et de 2 ans accomplis (catégories A. et B.), comme miliciens de 2<sup>e</sup> classe pour une durée de :

3 ans : MONTEIRO, milicien 2<sup>e</sup> classe stagiaire, N<sup>o</sup> Mle M/455/A.D. de la P. C. Lomé.

AMAKNE, stagiaire catégorie A., N<sup>o</sup> Mle M/457/A.T. de la P. C. Lomé.

KOKOU LAMADJÉ, stagiaire catégorie B., N<sup>o</sup> Mle M/398/B.T. de la P. C. Lomé.

2 ans : SAMBA KOULIBALI, stagiaire catégorie B., N<sup>o</sup> Mle M/399/B.S. de la P. C. Lomé.

**Agrément de stagiaires**

Sont agréés à la compagnie de milice et affectés à la P. C. Lomé à compter du :

**comme caporal stagiaire catégorie A :**

1<sup>er</sup> septembre 1936. — SEYNI, N<sup>o</sup> Mle M/504/A.S., ex-sergent-chef de T. S.

**comme stagiaire catégorie A. :**

15 août 1936. — YARAFY LOSSO, N<sup>o</sup> Mle M/485/A.T. ayant déjà servi dans les troupes régulières.

1<sup>er</sup> septembre 1936. — YACOUBA, N<sup>o</sup> Mle M/486/A.C. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

ANADO, N<sup>o</sup> Mle M/488/A.T. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

FASSIHON, N<sup>o</sup> Mle M/492/A.D. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

KOFFI Paul, N<sup>o</sup> Mle M/493/A.T. ayant déjà servi dans les troupes régulières.

KASSALA, N<sup>o</sup> Mle M/496/A.T. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

KARSA, N<sup>o</sup> Mle M/499/A.T. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

TOSSOU, N<sup>o</sup> Mle M/500/A.D. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

ANTI KOUSSEKOYE, N<sup>o</sup> Mle M/502/A.D. ex-2<sup>e</sup> classe de T. S.

**comme stagiaire catégorie B. :**

1<sup>er</sup> septembre 1936. — BOUKARI DJAKITÉ, N<sup>o</sup> Mle M/487/B.S.

LAKI NAMBE, N<sup>o</sup> Mle M/489/B.T.

ZALIBOU SOUMA, N<sup>o</sup> Mle M/490/B.T.

SAMBA DIARA, N<sup>o</sup> Mle M/491/B.S.

AOULI, N<sup>o</sup> Mle M/494/B.T.

BANAQUE KOHOUÉYA, N<sup>o</sup> Mle M/495/B.T.

SAMBA FOULANY, N<sup>o</sup> Mle M/497/B.S.

MASSAM, N<sup>o</sup> Mle M/498/B.T.

GARBA AOUSSA, N<sup>o</sup> Mle M/501/B.S.

AHITOKI, N<sup>o</sup> Mle M/503/B.T.

**2<sup>e</sup> — Garde indigène :****Licenciement**

Est licencié à compter du 30 septembre 1936, le garde de 2<sup>e</sup> classe MENSAN Emmanuel, N<sup>o</sup> Mle 1011, du peloton du sud, subdivision de Lomé, pour « mauvaise manière de servir ».

**1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Rengagements**

Par décision du :

30 septembre 1936. — Sont rengagés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1936 pour une durée de :

3 ans : SOUMLAOUENDE, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/393/A. C. de la P. C. Lomé.

MOUSSA KOULIBALI, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/394/A. S. de la P. C. Lomé.

2 ans : KOAKOAO, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/395/A. T. de la P. C. Lomé.

HINDE HOUFFON, milicien 2<sup>e</sup> classe, N<sup>o</sup> Mle M/396/A. D. de la P. C. Lomé.

**2° — Garde indigène :****Rengagements**

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1<sup>er</sup> octobre 1936. — ALANO, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1066, du peloton du sud (subdivision Anécho).

5 octobre 1936. — MASSIANA, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 907, du peloton du sud (subdivision Lomé).

10 octobre 1936. — BAMA DANDAONA, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 791, du peloton du sud (subdivision Anécho).

20 octobre 1936. — AFOLABI, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 317, du peloton du nord (subdivision Sokodé).

25 octobre 1936. — BOUKARY III, garde 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 652, du peloton du centre (subd. Atakpamé).

1<sup>er</sup> novembre 1936. — TROMBAROU, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 975, du peloton du centre (subd. Atakpamé).

AÏRONNON, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1024, du peloton du centre (subdivision Atakpamé).

8 novembre 1936. — ALI BÉLÉ, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 795, du peloton du centre (subdivision Atakpamé).

10 novembre 1936. — YENTE, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 663, du peloton du centre (subdivision Atakpamé).

17 novembre 1936. — ADJAI, garde 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 889, du peloton du centre (subdivision Atakpamé).

**Permissions**

Une permission de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe DIEGNA OURIBALÉ, N° Mle 295, du peloton du centre (subdivision de Klouto) pour en jouir à Bassari (cercle du nord).

Une permission de 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport est accordée au garde de 2<sup>e</sup> classe TCHASSI Camille, N° Mle 977, du détachement de police de Lomé pour en jouir à Naogon — Zagnanado (Dahoméy).

**Affectations**

Sont affectés à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1936 :

*au peloton du centre (subdivision Atakpamé) :*

SAMBA TARAORÉ, garde de 1<sup>re</sup> classe, N° Mle 933, du peloton de dépôt (Lomé).

*au peloton de dépôt (Lomé) :*

Tossa, garde de 2<sup>e</sup> classe, N° Mle 1041, du peloton du centre (subdivision Atakpamé).

**Prime aux cafés exportés**

Par arrêté du :

30 septembre 1936. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 est fixé à trente centimes (0 fr. 30) par kilogramme pour les exportations effectuées du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1936 inclus.

**Autorisation des recherches minières**

Par décision du :

1<sup>er</sup> octobre 1936. — Une autorisation personnelle de recherches minières est accordée à M. Goor Jean Marie, domicilié à Lomé.

**Loterie**

Par arrêté du :

3 octobre 1936. — L'article 4 de l'arrêté du 29 juillet 1936 est abrogé.

Le tirage de la loterie organisée par la mission catholique du Togo aura lieu à Lomé dans la première quinzaine du mois d'octobre 1936 sous le contrôle de l'administrateur-maire ou son représentant.

**Interdiction de séjour**

Par arrêté du :

6 octobre 1936. — Le séjour du cercle du sud sauf Anfoin est interdit pour cinq années au nommé ADJWOUANOU condamné à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement n° 9 du 23 novembre 1935 du tribunal criminel d'Anécho.

**Campagne cacao**

Par arrêté du :

6 octobre 1936. — La date d'ouverture de la grande campagne d'achat du cacao est fixée au 15 octobre 1936.

**DOMAINES****Avis de demandes d'immatriculation*****au livre foncier du territoire du Togo***

Suivant réquisition, n° 1007, déposée le 9 octobre 1936 le sieur Campos Boniface profession de commerçant, demeurant et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un rectangle d'une contenance totale de 84 ares, situé à Ganavé, — subdivision d'Anécho — cercle du sud et borné au nord par le village de Ganavé et au terrain à Tévi Hunmali Zokou, à l'est par une route Anfoin-Aklakou, au sud et à l'ouest par terrain à Kouassivi Abalo Zokou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1008, déposée le 9 octobre 1936 le sieur Thimotius Anthony, profession d'employé de commerce et planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 08 centiares situé à Lomé — quartier n° 9 — cercle du sud et borné au nord par les titres-fonciers n°s 276 et 557 du cercle de Lomé, à l'est par le titre 51 du cercle de Lomé, au sud par un passage, à l'ouest par la rue Hoaussa.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

« Le terrain objet de la présente réquisition est « vendu, par acte du 2 octobre 1936, à un nommé Isaac « Ayité Ayivi, commis des P. T. T. du gouvernement



« anglais de la Gold-Coast. En conséquence le requérant, consent expressément à ce que la mutation soit opérée au nom dudit sieur Isaac Ayité Ayivi, aussitôt après l'immatriculation ».

Suivant réquisition, n° 1.009, déposée le 13 octobre 1936 le sieur Nelson Tamakloe, profession de commerçant, demeurant à Keta (Gold-Coast) et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11 ares 95 centiares situé à Lomé — quartier n° 1 —, commune-mixte de Lomé, cercle du sud et borné au nord par la rue du Lt. Thompson, à l'est par terrain aux héritiers Patrick Seddoh, au sud par terrains aux nommés Van-Lare Frank, Robert Baeta, Elisabeth Adjua Seddoh et Koko Kupayi Lawson, à l'ouest par terrain à Misetonye.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1010, déposée le 13 octobre 1936, le sieur Nelson Tamakloe, profession de commerçant, demeurant à Keta (Gold-Coast) et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une maison en briques cuites couverte en tôle à usage de boutique, un magasin contigu en tôle à usage d'habitation et dépendances, d'une contenance totale de 7 ares 96 centiares, situé à Lomé — quartier n° 1 — commune-mixte de Lomé (cercle du sud), et borné au nord par terrain aux héritiers Blagodji, à l'est par surplus du terrain au requérant, au sud par terrain à Médeiros João, à l'ouest par la rue de la gare.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
**PEYROTTE.**

#### Avis aux navigateurs

N° 130 — M.M. les navigateurs fréquentant le haut fleuve Sénégal sont informés qu'une pirogue à mat de treize mètres chargée de 20 tonnes, a sombré entre Tiaaki et Néré (entre les km 510 et 515) à vingt mètres de la rive de Mauritanie, constituant un danger pour la navigation.

N° 131 — M.M. les navigateurs sont informés que l'épave du vapeur grec « *Panagiotis* » qui s'était échouée sur le « *Hoeven Rock* » à Axim, en Gold Coast, le 30 novembre 1929 a disparu vers le 13 juillet 1936.

#### Comité local de surveillance des prix du Togo

Par décision du :

5 octobre 1936. — Sont désignés pour faire partie du comité local de surveillance des prix du Togo :

#### Membres titulaires :

M.M. BARETTE, membre du conseil d'administration, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale au Togo à Lomé.

PERKINS, agent de la maison JOHN HOLT.

Emmanuel ADJAVON, planteur notable.

Félicio DE SOUZA, planteur notable.

LAPORTE, commis principal des trésoreries, président de l'Association professionnelle des fonctionnaires européens des cadres locaux du Togo.

Dossou Augustin, commis principal d'administration.

#### Membres suppléants :

SIAUT, agent de la Société Générale du Golfe de Guinée à Lomé.

MOUZALAS, agent de la G. B. OLLIVANT S. A.

Augustino DE SOUZA, président du conseil des notables, — planteur.

ANTHONY, planteur notable.

LAUQUÉ, adjoint principal des services civils, vice-président de l'Association professionnelle des fonctionnaires européens des cadres locaux du Togo.

Robert GBEDEY, commis principal d'administration.

M. MAUGIS, adjoint des services civils est chargé des fonctions de secrétaire du comité.

# BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

AOÛT 1936

## Climatologie <sup>(1)</sup>

DATES	LOMÉ			NUATJA			ATAKPAMÉ			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	15,3	23,1	83	04,1	25,2	76	72,0	25,9	95	89,1	23,9	88	07,4	21,8	88	07,3	24,5		28,7	21,1	96	07,0	24,1	83	00,3	25,0	81
2	15,3	22,6	83	04,2	25,8	79	72,6	26,2		88,9	25,0	84	07,0	23,4		07,0	25,8		28,7	21,4	86	06,3	23,3	70	09,8	26,0	73
3	16,1	22,2	86	05,0	22,8	83	73,5	24,5	97		93,3	86	07,0	21,8	91	07,8	24,4		28,3	20,6	100	07,0	23,6	01		24,0	92
4	15,9	22,5	86	04,5	24,1	81	74,1	24,7	97	91,1	23,4	87	08,2	20,0	93	07,8	22,8		28,8	20,1	94	06,7	24,2	81	00,8	23,8	93
5	15,4	23,6	84	03,9	24,5	76	75,1	23,1	91	89,8	22,0	83	07,3	22,3	80	07,1	23,1		28,4	20,6	92	06,1	24,1	76	01,0	24,3	85
6	15,4	23,7	83	04,0	24,0	83	74,1	23,0	93	89,1	21,8	81	07,3	22,6	83	07,0	23,8		28,3	21,5	92	06,3	24,5	77	00,6	25,1	91
7	15,8	23,1	86	03,7	23,9	76	73,9	23,8	96	90,1	23,3	85	06,0	21,4	89	06,7	24,4		28,2	20,8	94	06,6	25,8	76	09,7	27,9	82
8	15,7	24,0	82	03,9	25,6	73	73,1	26,6	91	89,5	26,1	86	06,0	23,5	83	06,1	23,8		28,2	21,7	90	06,1	25,3	85	00,2	28,2	83
9	14,0	24,3	80	03,3	26,0	65	73,4	28,0		89,5	27,2	83	06,5	23,0	75	06,9	22,7		28,0	21,8	95	06,8	24,7	83	09,4	24,7	79
10	13,3	24,0	82	04,1	24,4	72	73,4	24,2	90	89,8	23,4		06,9	22,1	89	06,9	23,8		28,1	20,6	92	06,2	24,6	81	08,9	25,3	79
11	16,1	23,6	81	05,0	24,8	74	75,0	24,2	91	89,3	23,5	91	08,1	22,4	85	06,5	23,7		28,7	20,6	89	07,3	23,7	78	01,0	26,2	74
12	15,8	22,8	82	05,1	26,2	78	74,3	26,9	97	89,0	25,1	83	07,4	23,0	65	06,2	23,7		28,0	20,0	91	07,3	23,9	78	01,0	25,2	83
13	14,0	23,3	84	03,1	26,3	72	73,4	26,0	74	86,9	24,7	88	03,8	23,0	80	04,5	25,6		27,7	21,3	78	05,4	23,7	66	08,2	25,9	77
14	14,7	23,1	83	03,3	22,7	78	72,6	22,3	88	88,6	23,4	86	06,9	20,3	93	03,9	24,7		26,9	21,7	89	04,7	24,4	73	09,4	25,5	84
15	16,4	23,9	82	03,3	24,0	70	72,3	23,1	93	89,0	24,9	88	06,5	21,0	84	05,8	22,3		27,9	19,3	98	05,9	23,2	84	01,3	23,1	83
16	16,0	23,0	80	05,3	21,6	76	74,2	24,7		89,4	21,8	88	07,1	21,3	83	07,3	24,2		29,1	20,7	91	07,7	24,0	73	01,7	24,1	82
17	16,3	23,8	76	04,7	24,1	68	74,3	26,5	83	88,5	23,8	82	07,0	21,6	69	06,7	24,3	73	29,6	21,0	81	07,7	24,1	66	01,7	24,0	79
18	18,1	22,3	87	03,0	26,2	83	73,8	27,4	59	87,8	24,1	79	06,3	24,5	62	05,5	25,4	64	28,5	22,5	84	06,6	25,4	62	01,7	22,8	78
19	14,3	22,6	80	09,9	26,1	82	73,0	27,8	61	88,1	24,8	78	06,1	23,3	65	04,9	26,2	71	28,3	23,0	81	06,5	26,1	67	08,3	25,9	73
20	14,2	23,0	84	09,3	26,1	76	73,3	27,4	75	87,9	26,1	88	05,8	23,1	82	04,5	25,8	70	27,6	22,2	87	06,3	25,6	71	01,5	25,7	81
21	14,8	22,7	86	07,8	27,2	74	72,6	28,2	81	87,5	26,1	87	06,3	24,4	69	05,0	26,2	74	28,8	21,7	91	06,7	26,0	78	00,1	26,2	85
22	14,9	22,6	87	00,5	25,0	81	72,7	24,2	87	88,1	23,9	91	06,8	22,3	91	04,9	25,0	82	27,5	24,8	92	06,7	25,5	78	09,8	26,4	78
23	13,1	23,5	86	08,8	25,8	79	72,3	25,0		86,7	27,2	90	05,1	23,2	74	04,9	24,9	77	27,1	21,1	98	04,7	24,6	78	09,9	26,0	71
24	13,1	23,3	84	07,3	26,0	76	72,7	25,0	81	87,0	25,9	83	05,0	23,8	71	02,0	26,8	80	26,9	21,4	93	04,8	25,7	77		27,0	84
25	13,5	23,1	83	07,4	25,1	69	71,7		76	87,4	25,1	88	04,7	23,3	83	03,1	26,4	71	26,0	22,2	91	04,9	25,6	78	08,3	27,1	77
26	12,0	23,1	87	06,7	23,8	71	72,3	24,4	92	87,8	26,1	88	04,3	25,2	93	03,4	24,1	74	27,2	21,2	86	04,9	23,9	78	08,1	23,5	91
27	13,1	21,5	92	07,1	24,7	89	72,7	24,8	89	87,7	24,0	97	04,0	22,9	95	02,3	25,8	78	27,1	23,0	99	04,7	26,3	81	07,8	25,7	82
28	14,2	22,6	93	07,0	24,2	87	72,3	24,4	90	87,3	27,9	98	05,7	22,1	81	03,8	25,9	70	27,3	22,1	89	05,1	25,3	80	09,1	24,9	78
29	14,9	23,5	88	08,5	25,1	69	72,6	25,1	86	87,7	29,8	94	05,1	23,1	78	01,6	25,7	80	27,5	21,3	96	06,1	24,6	79	00,5	25,0	84
30	14,6	23,7	86	08,5	25,9	66	73,1	25,6		87,1	25,2	94	00,5	23,0	83	04,3	26,3	83	28,3	22,9	99	06,1	25,1	80	00,1	25,2	79
31	13,8	21,2	85	07,9	26,4	66	72,5	27,0	82		27,0	79			77	02,9		89		21,0	96	04,7	24,1	91			
May.	14,0	23,2	81	04,7	25,0	76	73,3	25,3	85	88,5	25,0	87	06,8	22,8	81	05,3	24,7	79	28,0	21,4	91	05,9	24,8	77	09,9	25,3	81

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

# Pluviométrie <sup>(6)</sup>

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOÉ	NUATJA	ATAKPAMÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1					1,5				1,5			6,8			20,7
2							1,9								
3										6,2	15,0	50,7	1,7	15,4	
4															
5												3,1			
6								3,0	G	3,7		1,1			
7									4,3	11,8		1,8	27,5	38,9	30,4
8									1,5	21,2		8,9			
9									1,2	11,2		4,8	35,0	10,3	46,9
10					2,0				2,5		65,0			4,8	
11											2,5		G		
12												G			
13															
14														73,6	
15												G		2,0	
16															
17															
18															
19								1,0	1,6	25,0		G			
20								8,2		6,5	7,0			1,5	30,5
21							39,5			36,2	4,0	2,5		12,0	10,7
22									9,9	0,7			17,5		
23							9,3					10,6		5,4	
24										2,0			90,0		
25										26,2		9,4			
26	1,0		0,4					2,0	5,4		16,0	30,8		4,5	42,9
27						2,8		15,8		5,0	8,0				
28		0,7			12,5		0,7		18,7		34,5	G		10,2	
29								26,4						4,7	37,8
30										20,0		7,2	47,5		
31				8,0			14,7			2,5	25,0	6,4	G	21,8	30,4
TOTAL	1,0	0,7	0,4	8,0	16,0	2,8	73,0	56,4	46,6	178,2	177,0	144,1	189,2	205,1	250,3

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho  
pendant le mois de Septembre 1936**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>Daru</b> Kribi-Liverpool	Anglais	31. 8. 36	1. 9. 36	2.126	39	—	536.709
<b>241-Brazza</b> Bordeaux-Pte. Noire	Français	1. 9. 36	— do —	6.206	143	3.592	13.968
<b>242-Touareg</b> Douala-Marseille	— do —	3. 9. 36	3. 9. 36	3.123	73	2.430	325.589
<b>243-Reggestroom</b> Hambourg-Kribi	Hollandais	6. 9. 36	6. 9. 36	1.691	31	25.954	72.064
<b>244-Glenlea</b> Calcutta-Burutu	Anglais	— do —	— do —	2.541	30	99.578	—
<b>245-Anfora</b> Trieste-Durban	Italien	7. 9. 36	7. 9. 36	3.379	42	73.000	—
<b>246-Ashantian</b> Opobo-Liverpool	Anglais	10. 9. 36	10. 9. 36	2.960	37	—	203.542
<b>247-Banfora</b> Marseille-Douala	Français	11. 9. 36	11. 9. 36	5.577	146	41.940	0.545
<b>248-Mont-Agel</b> Burutu-Marseille	— do —	12. 9. 36	13. 9. 36	2.887	37	15.431	1.124.000
<b>249-Jonathan Holt</b> Warri-Liverpool	Anglais	— do —	12. 9. 36	1.794	39	0.246	144.500
<b>250-Fantiman</b> Addah-Addah	— do —	— do —	— do —	402	21	23.049	102.611
<b>251-Cherca</b> Durban-Trieste	Italien	13. 9. 36	14. 9. 36	3.319	42	—	199.053
<b>252-West-Kebar</b> New York-Burutu	Américain	14. 9. 36	15. 9. 36	3.516	34	120.909	—
<b>253-Brazza</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	— do —	14. 9. 36	6.206	143	—	52.063
<b>254-Alfred-Jones</b> Liverpool-Kribi	Anglais	15. 9. 36	15. 9. 36	2.153	41	43.310	—
<b>255-Maaskerk</b> Hambourg-Douala	Hollandais	19. 9. 36	19. 9. 36	2.447	66	122.323	—
<b>256-St. Louis</b> Anvers-Libreville	Français	— do —	— do —	3.277	37	19.586	82.188
<b>257-Foucauld</b> Bordeaux-Pte. Noire	— do —	— do —	— do —	6.599	153	2.718	2.496
<b>258-Banfora</b> Douala-Marseille	— do —	21. 9. 36	21. 9. 36	5.577	146	1.687	312.165
<b>259-Chelma</b> Pte. Noire-Marseille	— do —	23. 9. 36	23. 9. 36	3.105	42	—	241.310
<b>260-Estrella</b> Marseille-Lagos	Norvégien	24. 9. 36	24. 9. 36	2.296	32	—	257.335
<b>261-Mary Kingsley</b> Douala-Liverpool	Anglais	— do —	— do —	2.175	42	52.080	112.200
<b>262-Lagosian</b> Burutu-Hambourg	— do —	— do —	25. 9. 36	3.364	35	—	917.611
<b>263-Hoggar</b> Marseille-Douala	Français	25. 9. 36	— do —	3.109	74	49.156	—
<b>264-Liberian</b> Hambourg-Opobo	Anglais	28. 9. 36	29. 9. 36	3.068	40	334.539	—
<b>265-John Holt</b> Warri-Liverpool	— do —	— do —	28. 9. 36	1.794	38	0.640	490.110

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
<b>266-Godfrey Holt</b> Liverpool-Warri	Anglais	28. 9. 36	28. 9. 36	2.180	40	138.610	12.642
<b>267-Unden</b> Calabar-Hull	Suédois	29. 9. 36	30. 9. 36	2.538	33	—	100.200
<b>268-Foucauld</b> Pte. Noire-Bordeaux	Français	— do —	29. 9. 36	6.899	153	—	27.651

### PORT D'ANÉCHO

<b>15-Chelma</b> Pte. Noire-Marseille	Français	22. 9. 36	22. 9. 36	3.105	42	—	198.721
<b>16-Unden</b> Calabar-Hull	Suédois	27. 9. 36	29. 9. 36	2.538	33	—	518.871

Lomé, le 30 Septembre 1936.

*Le Chef du Bureau Principal des Douanes de Lomé,  
Toqué.*

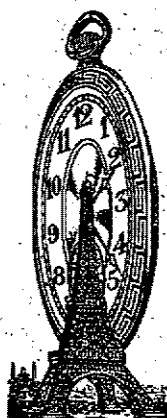
## PARTIE NON OFFICIELLE

*« L'Administration du Territoire déclare  
décliner toutes responsabilités à quelque titre  
que ce soit à raison des textes insérés dans  
la partie non officielle. »*

### COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

*“ A la Tour Eiffel ”*

## JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

*Facilités de paiement*

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France